

Affaires découlant de la réunion du 4 septembre 2013

Vente du terrain

Une offre récente de St-Paul Education est sur la table à ce moment-ci, pour les deux parcelles de terrain. Il semble y avoir de l'intérêt d'un autre acheteur potentiel.

Rénovations bureau central : adoption du plan d'affaire

Marc Labonté, secrétaire-trésorier, a présenté le plan d'affaires pour les rénovations du bureau central.

L'administration recommande l'embauche d'un chargé de projet.

Formation conseillers scolaires

Tous les conseillers assisteront à la formation offerte par ASBA, formation qui aura lieu le lundi 4 novembre prochain.

Budget 2013-2014 : mise à jour et recommandations

Marc Labonté présente à nouveau le budget 2013-2014, en fonction des inscriptions réelles.

Le budget 2013-2014 présenté au mois de septembre constituait un surplus de 104 000\$, mais avec certains ajustements nous en sommes à un surplus de 315 000\$. Les raisons pour lesquelles le surplus est un peu plus élevé que prévu, c'est que les inscriptions au niveau préscolaire ont atteint une augmentation de 55%, un 55% qui n'avait pas été anticipé, car dans les faits il y a eu une baisse d'inscriptions de la 1ère à la 12e année. Sachant qu'il y a eu plusieurs décisions qui ont été prises en fonction des restrictions budgétaires, Marc Dumont explique qu'il sera possible d'investir dans certains domaines prioritaires, que ce soit au niveau de l'ajout d'aide-élèves, la bonification des budgets des écoles, reprendre la démarche entourant la gouvernance, la succession, l'évaluation du fonctionnement du conseil scolaire et de la direction générale. Le 26 novembre prochain, des recommandations sur des priorités seront proposées. Toutefois, le Conseil autorise la direction générale d'adresser certains besoins immédiatement.

Résultats des tests de rendement (3^e, 6^e, 9^e) et examens de diplôme (12^e)

Josée Verreault, directrice des services pédagogiques, a fait la présentation de son tableau sommaire indiquant les résultats des tests de rendement et de diplôme.

De plus, Marc Dumont a remis à tous les conseillers, à titre d'information, les résultats des *Piliers de responsabilisation* pour le Conseil, mais aussi les résultats pour chacune des écoles.

Plainte contre CSCE auprès de la Alberta Human Rights Commission

Un individu, ancien résident de Calgary, a déposé une plainte à l'effet que le CSCE prive les filles d'un accès au vaccin contre le VPH. Cette plainte vise neuf conseils scolaires, dont le CSCE (seul conseil scolaire francophone). La direction générale d'entreprendra les démarches juridiques qui s'imposent. Michèle Dallaire, conseillère, a participé aux diverses rencontres à ce sujet avec Marc Dumont. Monseigneur Terrio est aussi au courant des démarches en cours.

Comité C2 : Mise à jour

Marc Dumont a expliqué l'histoire qui a mené à la création du Comité C2. Son principal mandat est d'identifier les pratiques, directives administratives et politiques du CSCE qui augmentent la charge de travail des enseignants et qui nuisent à l'efficacité de ces derniers. Les comptes rendus des réunions précédentes et toute autre documentation pertinente ont été présentés.

Actuellement, dans la section documentation et politiques, tous les documents du C2 sont accessibles au public, à part le rapport officiel qui décrit le plan d'action du comité pour les trois prochaines années, qui sera étudié par le comité C2 le 30 octobre prochain.

Raisons départs élèves

Marc Dumont a présenté brièvement les listes de chacune des écoles concernant les départs des élèves. Chaque année le CSCE fait le bilan des départs. Avec ces listes, le conseil obtient quelques indices à savoir pour quelles raisons des élèves quittent nos écoles. Marc Dumont a présenté ce document à titre d'information pour les conseillers et envisage de faire un retour sur cela dans le cadre des réunions futures et de la planification triennale.

ADEON & RNDGÉ

Marc Dumont témoigne du fait que le congé de son successeur fut bien inattendu. M Dumont était depuis quelques années président de *l'Association des directions en éducation de l'ouest et du nord* (ADEON) et par ce fait même, membre de l'exécutif du *Regroupement national des directions générales en éducation* (RNDGÉ). Marc Dumont a cru bon reprendre ces comités pendant l'absence de la direction générale en congé. M. Dumont a informé les conseillers qu'il y aura du temps et des frais associés à sa participation à ces comités qui devront être assumés par le conseil scolaire. Toutefois, il souligne l'importance de la participation des conseils scolaires membres auprès des instances régionales et nationales, étant donné les enjeux qui sont propres aux conseils scolaires francophones du pays.

ACSTA

Michèle Dallaire assistera à l'AGA qui aura lieu à la fin novembre.

FCSFA

Guy Généreux, président du Conseil, prendra place à l'AGA du 17 novembre prochain. Une autre formation, autre que celle d'ASBA, sera offerte par la FCSFA pour les conseillers, le samedi 15 mars 2014

APEON

Une lettre a été envoyée au Premier ministre Harper pour expliquer les défis propres aux conseils scolaires francophones de l'ouest et du nord et pour évoquer l'intention de créer une politique nationale d'encadrement linguistique et culturel (PELEC)

FNCSF

Prochain congrès qui aura lieu du 24 au 26 octobre 2013 à Victoria. Marc Dumont et Guy Généreux s'y rendront.

ASBA

Réal Jodoin, conseiller, Guy Généreux, président, assisteront l'AGM qui se tiendra les 18 et 19 novembre prochains.

Appel de parent concernant le service de transport

Un parent a fait appel à la décision du conseil de ne pas offrir le transport à son enfant. Son enfant est à l'école depuis quatre ans, et dans le passé, l'autobus se rendait à tout près de sa résidence actuelle. Les conseillers ont renversé la décision du mois de septembre étant donné que le transport avait été offert par le passé et ce, pendant quelques années.

Délégation élèves de 10e et 11e - école du Sommet

Des élèves de Sommet sont venus présenter un projet scolaire. L'enseignant, monsieur David Filion, voulait une démarche plutôt officielle que simplement l'annonce d'une sortie éducative. Ce projet olympique aura lieu du 15 décembre au 18 décembre 2013, avec un itinéraire établi vers Calgary et Canmore. Marc Dumont assurera les suivis avec M. Filion et Mme Karen Chalmers-Beaulieu, directrice de l'école

Terrain Beaux-Lacs

Réal Jodoin, conseiller, mentionne qu'en ce moment, dans la cours à Beaux-Lacs, adjacente à celle du *Bonnyville Soccer Association*, des enfants qui ne sont pas élèves du conseil et demande à l'administration de vérifier la question de responsabilité légale en cas d'accident.



Révision DA 510 : Embauche des services professionnels

Réal Jodoin souligne que selon la directive administrative (DA) 510, le conseil doit, dans la mesure du possible, encourager l'achat de services professionnels au niveau de la communauté où se trouve le projet en question, car souvent ces entreprises locales sont sollicitées pour des dons aux diverses activités culturelles et sportives de l'école dans leur communauté. L'attente est que l'appui entre le Conseil (ses écoles) et les entreprises soit réciproque.

Route en avant de Beaux-Lacs

Réal Jodoin soutient que la route en avant de Beaux-Lacs, 34^e rue, est dans un état lamentable. Il ajoute que pour les municipalités en question agissent, les parents devront se faire entendre auprès d'elles ainsi qu'auprès de Genia Leskiw, membre de l'assemblée législative de l'Alberta (MLA). Actuellement, une pétition circule à Beaux-Lacs à cet effet.

La direction générale composera des lettres au nom de la présidence qui seront envoyées aux conseils municipaux de la Ville de Bonnyville (*Town of Bonnyville*) ainsi qu'au District municipal de Bonnyville (*MD of Bonnyville*) afin de fixer des rencontres entre conseillers.

Si vous désirez vous inscrire à l'ordre du jour à titre de délégation ou encore pour vous faire entendre, vous devez le faire soit par écrit, soit en téléphonant à la direction générale une semaine avant la tenue des réunions.

Pour plus de renseignements, communiquer avec le Conseil scolaire Centre-Est au 780-645-3888 ou sans frais au 1-866-645-9556.